

**ANNEXE 6 : QUESTIONNAIRE COFUSI-2016 SUR LA BAISSSE DE 10%
DE LA COTISATION AUX UNIONS**

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

Les cotisations des adhérents sont les seules ressources de la SF2A. Prélever 5720 € sur ces ressources reviendrait à réduire les autres actions de la SF2A, alors même que la société auto-finance déjà son soutien à l'organisation de symposium IAU lorsqu'ils se déroulent en France.

Pour fixer l'ordre de grandeur, la SF2A consacre un budget d'environ 10 000 € par an pour soutenir la diffusion de la culture scientifique et technique en astronomie. On nous demanderait donc de diviser par deux nos actions dans ce domaine pour financer notre contribution à l'UAI.

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

a. Changer la France de catégorie de cotisation à l'UAI, passant de VII à VI. Voir plus loin.

b. Faire baisser le montant global des cotisations à l'UAI pour tenir compte de la réalité économique de certaines zones dans lesquelles se trouvent les plus gros contributeurs, Etats-Unis inclus. Ainsi, « The approved Units of Contribution are EUR (euros) 2917, 2975, and 3035 per year for the years 2016, 2017 and 2018 respectively » ce qui représente des augmentations de 2% par an. Ce taux n'a aucune justification économique viable. Le rendre indépendant de la croissance individuelle de chaque état membre, mais également de la part consacrée à la recherche dans chacun des pays membres, déconnecte l'UAI de la réalité. Cela en devient dangereux pour sa respectabilité ; un scientifique se doit d'être en phase avec la société dans laquelle il vit.

c. Changer le mode de calcul des cotisations de l'UAI, basé sur des catégories dont on ne trouve nulle part, dans les statuts ou règlements, une définition claire.

Ainsi, la Chine ne paie qu'une cotisation de catégorie VI (soit 17 160 € de moins que la France ou l'Italie). Son PIB est en croissance de 7,1% en 2014 contre 0,2 pour la France et -0.4 pour l'Italie, source <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>). Elle annonce pourtant autant de membres actifs que l'Italie, et presque autant que la France.

**3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union?
A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?**

La baisse de 10% met déjà la France en difficulté vis-à-vis de l'UAI. Compte-tenu de la quantification des cotisations par catégories, définies par un nombre d'unités de 2860 € (2015), la baisse envisagée correspond environ à 2 unités. Or il y a 6 unités d'écart avec la catégorie inférieure. Cette baisse arbitraire de 10% pour toutes les Unions ne semble donc reposer sur une aucune base logique.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

On peut prétendre que changer de catégorie aura un impact politique immédiat en interne à l'UAI, faisant baisser le poids relatif de la France. Dans la même catégorie se trouvent tous nos partenaires géographiquement proches (Royaume-Uni, Allemagne, Italie) mais aussi le Japon. On pourrait tenter de convaincre nos partenaires de nous suivre et descendre en catégorie VI pour rejoindre la Chine !

Cependant, le poids politique ne se résume pas au montant financier d'une cotisation. La qualité de nos représentants dans les commissions et notre capacité à faire du lobbying sont tout autant, voire plus, importantes.

L'exemple du Membership Committee est représentatif de la non-corrélation avec la catégorie de cotisation : sur 8 membres, un seul vient d'un pays de catégorie strictement supérieure à VI.

Questionnaire à remplir et à renvoyer avant le 5 février à:

Isabelle Thomas: isabelle.thomas@academie-sciences.fr

avec copie à Nicole Capitaine: nicole.capitaine@obspm.fr

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Biochimie et biologie moléculaire

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

Non

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

Non

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union? A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

La SFBBM envisage de réduire son nombre de délégués à l'IUBMB de 3 à 2, et de baisser de catégorie.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

Il en résultera un poids inférieur de la SFBBM au sein de l'IUBMB.

Questionnaire à remplir et à renvoyer avant le 5 février à:

Isabelle Thomas: isabelle.thomas@academie-sciences.fr

avec copie à Nicole Capitaine: nicole.capitaine@obspm.fr

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Biophysique

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

Notre cotisation étant de 4500 euros les 10% représentent 450 euros que nous pouvons payer mais seulement pour quelques années

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

Si la situation se prolongeait nous serions inéluctablement en difficulté d'ici quelques années. Notre cagnotte actuelle n'est plus alimentée et les frais de tenue de compte sont de 5 € par mois le COFUSI ne donne plus les 1000 € de fonctionnement depuis 3 à 4 ans.

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union? A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

Compte tenu un coût par délégué de 1500 euros et que le CNB en possède trois il faudrait réduire la somme par délégué d'environ 30% ou réduire notre nombre de délégué

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

Nous aurions une voix de moins

Questionnaire à remplir et à renvoyer avant le 5 février à:

Isabelle Thomas: isabelle.thomas@academie-sciences.fr

avec copie à Nicole Capitaine: nicole.capitaine@obspm.fr

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Chimie

Réponse de Gérard Férey, Président du CN Chimie.

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

En aucune manière. Au-delà de la décision du Bureau de l'Académie des Sciences de diminuer sa contribution de 10% (ce que je conçois !), l'IUPAC a décidé unilatéralement lors de son congrès de Busan (Corée du Sud) d'augmenter uniformément de 5% la contribution des Etats membres, sans distinction de cas particuliers.

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

Aucune. La décision de l'IUPAC aboutit une augmentation régulière de la contribution française et de ce fait, si nous l'acceptons, le versement complémentaire du CNC ne ferait que croître chaque année sans que notre CNC en ait les moyens. Comme, de plus, les ministères sont eux-mêmes avares de subventions compte tenu de la situation financière de notre pays, je ne vois pas de solution. Ou l'IUPAC accepte ce que nous pouvons lui donner, ou il faudra envisager de suspendre notre participation...

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union? A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

Dans le meilleur des cas, nous verrions notre représentation diminuer. Dans le pire, la participation de la France serait suspendue... C'est d'ailleurs ce que j'exposerai à la Présidente de l'IUPAC la semaine prochaine à Paris, lors de sa visite, en lui rappelant qu'au moment où la France est chargée d'organiser le congrès IUPAC de 2019 en même temps que le centenaire de cette institution, elle a d'autres soucis financiers que ceux dédiés au confort de l'IUPAC pour mener à bien cette entreprise (si toutefois nous trouvons un accord). Elle sera devant un choix sévère.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

L'IUPAC est une vieille dame dont l'influence est devenue marginale dans la majorité des communautés scientifiques actives. La preuve, en France, seule une centaine de scientifiques sont encore adhérents... L'appartenance à l'IUPAC n'est donc plus une priorité de standing international. La France a d'autres problèmes bien plus douloureux à résoudre.

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Étude du sol

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

Il nous est possible de couvrir le complément de 10% sur nos fonds propres cette année. Mais cela sera au détriment d'autres activités dans les années à venir.

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

Notre seule solution serait d'augmenter le nombre d'adhérents, ce à quoi nous travaillons activement depuis le renouvellement du CA en janvier 2016 dans le but de dégager plus de ressources pour nos activités.

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union? A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

Une perte de représentativité et de crédibilité vis-à-vis de la communauté scientifique internationale. Moins de droits de vote pour les élections et les nominations.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

Diminuer de catégorie veut dire que nous pourrions cotiser moins, mais en conséquence avoir moins de voix au chapitre à notre Union (l'IUSS). La France étant déjà peu représentée dans les différentes divisions de l'Union.

Questionnaire à remplir et à renvoyer avant le 5 février à:

Isabelle Thomas: isabelle.thomas@academie-sciences.fr

avec copie à Nicole Capitaine: nicole.capitaine@obspm.fr

Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10% de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Étude du quaternaire

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

Nous n'avons pas de solution satisfaisante pour prendre à notre charge la réduction de 10% de la cotisation pour 2015 et 2016.

La baisse de la subvention accordée au COFUSI et aux CNF intervient à un moment délicat pour notre association (i.e. coût élevé de publication et de distribution de la revue QUATERNAIRE, érosion des adhérents et difficulté d'attirer et de fidéliser les jeunes). L'équilibre financier de l'AFEQ-CNF INQUA est précaire et nécessite que nous tirions le meilleur parti des subventions académiques (nous ne bénéficions pas de soutiens privés pérennes pour assurer le fonctionnement de notre association). Compenser la baisse de cotisation sur nos fonds propres se ferait au détriment d'une autre action menée au sein de l'association (i.e. subvention pour des colloques, prix de thèse,...).

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

Non.

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union?
A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

Au regard de son PIB, la cotisation de la France à l'INQUA est déjà très en deçà de ce qu'elle devrait être. Nous devrions être dans la catégorie principale (catégorie 6 ou éventuellement 5), au même titre que la Grande Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et nous ne sommes que dans la catégorie 3.

J'ai fait part à l'INQUA de la réduction de 10% de la subvention française. D'après la réponse reçue de la trésorière, je ne pense pas qu'une baisse de catégorie soit envisagée pour l'instant. Mais si la baisse de la subvention aux CNF devait se prolonger et s'aggraver, la France pourrait difficilement se maintenir dans la catégorie 3 actuelle.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

Chaque pays détient une voix lors des votes en AG de l'INQUA. La baisse de la cotisation n'impactera donc pas le poids de la France dans le fonctionnement exécutif de l'INQUA. Mais cette diminution de cotisation est dommageable pour notre image au sein de l'Union. Elle risque de mettre en porte-à-faux les chercheurs français qui souhaitent s'investir dans sa gestion scientifique et faire, en particulier, des demandes de financement pour animer des projets et des groupes de travail.

De manière plus générale, cette baisse de cotisation intervient dans un contexte financier déjà morose pour l'INQUA et va contribuer à fragiliser un peu plus notre Union.

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Géodésie et géophysique

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

OUI

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

OUI

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union?
A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

A l'étude

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

A l'étude

Claude Boucher
Président CNFGG

Questionnaire à remplir et à renvoyer avant le 5 février à:

Isabelle Thomas: isabelle.thomas@academie-sciences.fr

avec copie à Nicole Capitaine: nicole.capitaine@obspm.fr

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Géographie

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

Il n'est malheureusement pas possible de faire face à cette diminution pour 2015 comme pour 2016. La géographie en tant que sciences humaines ouverte aux sciences exactes et naturelles en particulier demeure une discipline qui souffre fortement du manque de soutien sur projets scientifiques (ANR, PCRD) à la différence d'autres disciplines scientifiques. Obtenir des ressources complémentaires constitue donc une vraie difficulté pour le CNFG.

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

Nos efforts à compter de 2016 vont porter sur des recherches de financement auprès d'institutions publiques ou privées afin d'accompagner le CNFG à la mise en place d'un congrès exceptionnel, anniversaire du centenaire de l'Union Géographique internationale en 2022. Aussi les quelques moyens octroyés par le COFUSI sont indispensables pour organiser notre collecte de fonds. Par ailleurs nous avons déjà utilisé le levier des cotisations en votant une nouvelle augmentation de plus de 20 %. Nous ne pourrions plus augmenter ces cotisations, au risque de perdre de nombreux adhérents.

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union? A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

Une baisse de la contribution du COFUSI, à l'heure où nous portons une candidature au bureau exécutif de l'UGI, serait particulièrement préjudiciable au succès de notre candidature. De plus, l'UGI a relancé ses efforts vis-à-vis de la francophonie. Là encore, cette baisse serait un très mauvais signe à contre-courant des efforts déployés par l'UGI. Enfin, la France s'est positionnée en tant que futur hôte du Congrès de 2022, congrès qui nous amène dès aujourd'hui à multiplier les contacts et rencontres avec les autres CNF (géologie, histoire des sciences notamment). Dès lors cette dynamique nous oblige à mobiliser tous les moyens possibles dont ceux du COFUSI.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

La conséquence directe serait la diminution des mobilités internationales et une perte de rayonnement. Pour rappel, les deux dernières années ont été marquées par un très fort lobbying des membres du bureau (Congrès de Cracovie 2014, Moscou 2015 et Pékin 2016) pour à la fois investir les instances de direction de l'UGI, porter des projets partagés et signer des conventions de partenariat internationales (Espagne, Pologne). Ce n'est donc absolument pas le moment d'infléchir cette dynamique.

Conséquences de la diminution de 10% de la cotisation à l'IUGS pour 2015 et 2016

La diminution de la cotisation a pour conséquence directe la réduction du nombre de représentants de la communauté géologique française auprès de l'IUGS. Le nombre de délégués français est actuellement de 7. Il passe, de fait, à 6, plaçant la France en retrait par rapport à nos collègues européens, allemands et anglais notamment.

En effet, la baisse de 10% implique immédiatement un passage au rang inférieur. Pour information, la cotisation appelée en 2015 pour 18.565,40€ correspondait à 35 unités du système IUGS donnant droit à 7 délégués. Une baisse de la cotisation fait passer la France en catégorie 6, représentée par 20 unités, soit 10.608,80€. Le paiement d'une somme intermédiaire n'a pas de sens pour l'IUGS.

L'alternative est donc :

1. De payer 10.608,80€ et d'assumer la baisse d'influence de la France dans les décisions internationales
2. De garder la cotisation au niveau actuel afin d'assurer la représentativité de la France au sein des instances.

La SGF, en tant que comité national, ne peut que soutenir l'option 2.

Un fond a été créé en 1980, à la suite du congrès mondial de géologie, dont les intérêts sont dédiés au financement des activités internationales de la SGF :

1. Financement pour partie de la délégation française au congrès mondial
2. Soutien de jeunes chercheurs souhaitant participer à des manifestations internationales, ce processus ayant été mis en place à la suite de la suppression du soutien apporté auparavant par le Ministère des Affaires étrangères.

Donc le paiement d'une partie de la cotisation annuelle à l'Union internationale se ferait au détriment de cette action au bénéfice des jeunes chercheurs.

Aussi, si les réductions perdurent :

A court terme, nous risquons de fragiliser :

1. la candidature du représentant français (T. MULDER) au poste de conseiller de l'IUGS
2. la participation de la France aux côtés de l'Allemagne et de la Pologne pour l'organisation du congrès mondial de 2024

A moyen terme, nous devons envisager :

1. une diminution progressive du soutien à la présentation des résultats scientifiques de la communauté française jusqu'à sa suppression
2. une réduction de la représentation de la France dans les instances de l'Union internationale.



Jean-Jacques Jarrige
Président

Société Géologique de France

Société savante fondée en 1830, reconnue d'utilité publique le 3 avril 1832

77, rue Claude Bernard – 75005 PARIS - Tél. 01 43 31 77 35 - Fax 01 45 35 79 10 - accueil@geosoc.fr

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Histoire et philosophie des sciences

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

Non !

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

Afin de pouvoir bénéficier de dons réductibles des impôts, nous essayons depuis un an d'obtenir le statut d'une association d'intérêt général, jusqu'à présent sans succès. Mais nous continuons à nous battre avec l'administration fiscale. Nous sommes également prêts à prendre langue avec des fondations qui s'intéressent à soutenir notre domaine.

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union?

A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

La première conséquence grave pour nous serait l'impossibilité de soutenir la participation de jeunes chercheurs aux congrès internationaux. Nous sommes déjà dans une situation très difficile sous ce rapport depuis la fin des soutiens du COFUSI. Par ailleurs, nous pourrions baisser de catégorie. Mais nous sommes à un moment de notre action où nous tentons depuis la France d'insister pour réformer les divisions de l'Union. Ce n'est pas le bon moment pour changer de catégorie.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

La France est en catégorie D et possède, comme l'Allemagne 4 voix. Un abaissement de la cotisation nous mettrait en C avec 3 voix.

Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10% de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

Réponses de la Société Française d'Immunologie.

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

Réponse : Depuis 2012, les cotisations de la Société Française d'Immunologie (SFI) à l'International Union of Immunological Society (IUIS) ont été augmentées de 46 %. Cette augmentation des cotisations des pays économiquement favorisés a pour but de venir en aide aux sociétés d'immunologie des pays émergents. Comme vous le savez, pour éviter des pénalités financières, la SFI a toujours dû faire l'avance de ses cotisations avant d'être remboursée, plusieurs mois après, par le COFUSI. Une réduction du montant pris en charge par le COFUSI mettrait donc en difficulté la SFI qui doit déjà faire face à l'arrivée de nombreuses nouvelles charges (voir point 2).

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

Réponse : Depuis quelques années la SFI doit faire face à l'apparition de nouveaux postes de dépenses. En particulier, son hébergement qui était auparavant assuré par l'Institut Pasteur doit maintenant être financé sur ses fonds propres ce qui représente pour l'année 2016 une dépense de plus de 20.000 euros. Le soutien apporté aux manifestations de la SFI par le mécénat est par ailleurs en constante diminution. Cette situation rend très complexe la recherche de solutions alternatives pour financer une baisse de 10% de la prise en charge de notre cotisation à l'IUIS. La possibilité de réduire nos efforts afin de favoriser la participation des jeunes scientifiques à des colloques ou congrès ne nous paraît pas envisageable.

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union? A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

Réponse : Le nombre de nos représentants à l'IUIS (trois actuellement) dépend du montant de notre cotisation fixé d'après le nombre de nos membres. Nous sommes actuellement à quelques unités de la limite inférieure qui ferait baisser notre représentation à trois délégués (en termes financiers, il est encore possible de baisser de quelques dizaines d'euros notre cotisation à l'IUIS) mais cette opération serait de nature à faire peser une suspicion sur sa sincérité.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

Réponse : Le processus d'attribution du Congrès International d'Immunologie 2022

Réponse du CNFM (Comité Français des Mathématiciens)
au questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016
(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Mathématiques

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

Notre CN ne dispose plus d'aucun financement récurrent depuis plusieurs années. En tout dernier recours, nous serions contraints à ponctionner nos maigres réserves, mais ceci ne pourrait avoir qu'un caractère exceptionnel et provisoire.

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

Nous ne disposons d'aucune piste à ce jour, mais nous serions conduits à en rechercher une.

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union? A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

La France est actuellement dans la catégorie la plus élevée de l'Union Mathématique Internationale avec 5 délégués. Ceci correspond au rang de notre pays comme principale nation mathématique, avec les USA et la Russie. La différence entre le montant de notre catégorie actuelle (16740 euros annuels) et celle immédiatement inférieure (11160 euros annuels) est de 5580 euros. Nous considérons comme absolument hors de question et non négociable un changement de catégorie et nous ferons tout ce qui est possible pour éviter d'y avoir recours.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

La France est actuellement candidate à l'organisation du Congrès International des Mathématiciens en 2022. Il s'agit du principal événement mathématique international qui a lieu tous les 4 ans et au cours duquel sont en particulier attribuées les médailles Fields. Nous craignons que le retard actuel dans le paiement de notre cotisation ainsi que la réduction de 10% ne soit très dommageable à la crédibilité de notre candidature.

François Loeser
Président du CNFM

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Mécanique

1. Sur le plan strictement financier, nous devrions pouvoir faire face à la situation pour 2015 et pour 2016. Ce sera évidemment au détriment du soutien aux jeunes chercheurs pour lesquels nous avons déployé beaucoup d'efforts depuis la suppression de la subvention du Ministère des Affaires étrangères. Nous sommes parvenus à convaincre l'AFM (Association Française de Mécanique) de nous attribuer une certaine somme, qui devait être augmentée en 2016, pour encourager les jeunes chercheurs à participer à des congrès à l'étranger.
2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, nous serions en difficulté, car l'AFM a clairement fait savoir qu'elle nous aidait dans la mesure où des financements publics d'un montant équivalent pouvaient être trouvés. Une baisse de l'aide publique se traduira tôt ou tard par une baisse équivalente des crédits en provenance de l'AFM qui risque même de se retirer complètement. Ce serait donc une "double peine".
3. Le fait de devoir afficher au grand jour notre situation financière vis à vis de nos associations internationales et des autres pays (en négociant le paiement des 10% complémentaires) nous met dans l'embarras. Surtout en cette année où la France est candidate à l'organisation du "grand" congrès quadriennal de notre association en 2020 (la décision sera prise en août 2016). Notre fragilité financière est certainement un argument qui sera utilisé contre nous dans ce cas précis, peut-être même au delà lors du renouvellement des postes de responsabilité. Nous préférierions pour 2016 que la cotisation soit intégralement payée par le COFUSI, quitte à ce que la réduction de 10% (environ 600€) soit déduite du soutien en fonctionnement (1000€). Cela serait moins nuisible à l'image du CNFM à l'extérieur et éviterait une transaction financière supplémentaire. La contre-partie est que le fonctionnement du CNFM sera encore plus largement subventionné par les laboratoires des membres du bureau (ce qui est déjà en partie le cas).
4. Il faut absolument éviter de devoir réduire le nombre de voix que nous avons à l'AG de notre association sous peine de voir notre poids vis à vis du monde anglo-saxon (et peut-être asiatique à l'avenir) diminuer considérablement. En dessous d'une certaine masse critique, les pays non alignés sont inaudibles.

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Neurosciences

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

Pour l'instant non.

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

La Société des Neurosciences est actuellement déficitaire ; elle entreprend cependant des actions qui devraient lui permettre de revenir vers l'équilibre et potentiellement couvrir ces subventions. Toutefois, nous ne savons pas actuellement comment la situation évoluera.

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union?
A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

La baisse de cotisation se traduira par un changement de catégorie si nous ne la compensons pas, et nous passera au rang de communautés scientifiques qui ont une taille inférieure à 40 % de notre communauté effective.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

La baisse de cotisation nous reculera dans le rang de nations de moins grande taille, nous fera perdre une des 3 voix dont nous disposons au sein de l'IBRO, et se traduira vraisemblablement par une moindre subvention des actions en France. C'est à la fois une perte d'influence et de crédit.

Questionnaire à remplir et à renvoyer avant le 5 février à:

Isabelle Thomas: isabelle.thomas@academie-sciences.fr

avec copie à Nicole Capitaine: nicole.capitaine@obspm.fr

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Nutrition

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

Nous pouvons couvrir ce déficit

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

Tout dépend de l'évolution future des ressources de la SFN. Toutefois si la part de la SFN devait augmenter cela poserait problème, car notre budget est orienté prioritairement vers l'aide à la recherche et la communication des informations scientifiques dans le domaine de la nutrition

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union?
A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

Il n'y a pas de catégorie

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?
Je ne sais pas

Questionnaire à remplir et à renvoyer avant le 5 février à:

Isabelle Thomas: isabelle.thomas@academie-sciences.fr

avec copie à Nicole Capitaine: nicole.capitaine@obspm.fr

Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la **baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Physiologie et biologie intégrative

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

Non. Notre société n'a pas de ressources financières suffisantes pour supporter un coût supplémentaire de cotisation.

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

Non. La société de Physiologie ne suscite pas actuellement suffisamment d'intérêt de la part de sponsors financiers et nous n'envisageons pas d'augmenter les cotisations de nos membres.

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union? A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

A terme, ce serait la disparition de notre présence sur la scène internationale (IUPS, FEPS) ce qui ne peut être considéré comme une avancée positive pour notre attractivité.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

Sa disparition au niveau de l'USI sera regrettable à l'heure où nous devons concentrer nos efforts sur notre visibilité et notre attractivité internationale.

Questionnaire à remplir et à renvoyer avant le 5 février à:

Isabelle Thomas: isabelle.thomas@academie-sciences.fr

avec copie à Nicole Capitaine: nicole.capitaine@obspm.fr

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

Comité Français de Physique

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

Non

Pas de soutien financier ni de la SFP ni de tutelles ou d'industriels

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

- *Nous ferons la demande du complément au ministère des affaires étrangères*
- *En cas de refus, une autre piste serait de demander à la SFP si elle est disposée à assurer la liaison avec l'IUPAP à la place du CFP, ce qui serait envisageable si la SFP obtenait du ministère des affaires étrangères le versement direct de la cotisation relative à l'IUPAP*

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union? A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

La cotisation actuelle à l'IUPAP nous donne droit à 15 représentants français a priori (soit 5 voix lors des votes). Nous avons obtenu 16 représentants pour la période 2015-2018 en soutenant efficacement nos candidatures à l'Assemblée Générale. La seule possibilité serait de négocier le passage à 12 représentants français lors de l'Assemblée Générale de 2018. Cela représente une diminution de 20% de la cotisation (il n'est pas possible de réduire de 10% seulement). Cela peut avoir un sens que si l'Académie paye 100% de la cotisation jusqu'en 2018 et s'engage ensuite à payer la cotisation réduite de 20%.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

Perte de 20% de nos droits de vote (la France serait alors dans la catégorie de l'Italie au lieu de celle de l'Allemagne ou du Royaume Uni).

Questionnaire à remplir et à renvoyer avant le 5 février à:

Isabelle Thomas: isabelle.thomas@academie-sciences.fr

avec copie à Nicole Capitaine: nicole.capitaine@obspm.fr

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Psychologie scientifique

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

- Nous ne disposons pas de telles solutions. Pour l'année 2015, les 10% ont pu être couverts à titre exceptionnel grâce au soutien que le CNFPS a reçu de l'Académie des Sciences au titre d'aide au fonctionnement.

2. Si la situation se prolongeait au delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

- Le CNFPS n'a pas de revenus propres. Les deux associations qui émargent au titre d'organisations contributrices (société savante et société professionnelle) apportent essentiellement leur soutien aux frais occasionnés par les réunions de bureau et à l'organisation d'événements scientifiques dans le cadre de leurs congrès.

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union? A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

- Une diminution de notre cotisation ferait descendre notre CNF dans une catégorie à laquelle appartiennent des pays de plus petite taille et surtout d'envergure scientifique internationale plus modeste.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

- Cette hypothèse placerait notre CNF (membre fondateur de notre Union Internationale) au rang de pays de moindre poids scientifique. Elle affecterait notre positionnement et notre visibilité dans le concert international de notre discipline.

**Questionnaire COFUSI destiné aux CNF relatif à la baisse de 10%
de la cotisation aux Unions pour 2015 et 2016**

(cf. lettre de F. Combes du 08/01/2016 et CR de l'AG du COFUSI du 12/01/2016)

CNF Radioélectricité scientifique

1. Votre CN a-t-il des solutions sur le plan financier pour faire face à la réduction de 10% de la cotisation à votre Union pour 2015 et pour 2016?

URSI-France fera face à la situation en puisant dans son compte courant, qui dépend de façon critique du succès des journées scientifiques annuelles d'URSI-France et des subventions des sponsors.

- si oui: le complément de 10% peut-il être couvert par le CN ou bien par une autre source de financement?

Voir ci-dessus.

2. Si la situation se prolongeait au-delà de 2016, avez-vous des pistes de solutions possibles pour le versement du complément de 10% ?

La cotisation à l'URSI pourra être maintenue temporairement. Toutefois URSI-France ne peut s'engager au-delà de l'horizon 2017.

Contrairement aux années antérieures à 2014, pour lesquels les finances d'URSI-France étaient alimentées par le surplus des journées scientifiques annuelles, le contexte national actuel (en particulier la difficulté de recevoir des subventions) fait que la visibilité budgétaire est incertaine et pourrait conduire à revoir nos ambitions (voir le point 4).

3. Quelles seraient les conséquences de la diminution de la cotisation à votre Union? A partir de quelle somme seriez vous contraint de baisser de catégorie?

La cotisation est liée au nombre de voix portées par URSI-France. La seule réduction possible forcera à passer de 10 voix à 8 voix, donc de réduire notre capacité d'influence. Il est certain que cette perte d'implication sera très mal perçue par nos partenaires, alors que la France est co-fondatrice historique de cette association internationale (URSI = Union Radio Scientifique Internationale), que le français est une des deux langues officielles et que les statuts en langue française font référence juridique.

4. Quelles seraient les conséquences de cette réduction de 10% sur le poids de la France dans l'Union scientifique internationale dont vous dépendez ?

Les conséquences, à long terme, ne peuvent être que significatives.

En effet, le déficit portant sur la cotisation ne pourra être comblé que par la réduction d'autres dépenses, en particulier la participation à l'assemblée générale triennale

(Montréal en 2017), ainsi que la nouvelle conférence intermédiaire AT-RASC (visant principalement une co-participation américaine et européenne, qui a lieu l'année suivant l'AG).

Depuis 2 ans, URSI-France a pris des initiatives pour une meilleure coopération entre comités nationaux européens. Cette démarche induit inévitablement des dépenses supplémentaires, modérées mais qui ne peuvent être strictement nulles.

La baisse de la cotisation du COFUSI se rajoute donc à ces difficultés. Si on calcule sur 3 ans, $1600 \times 3 = 4800$ €, ce qui induira mécaniquement la suppression de l'aide à la participation à l'AG de 2017 de 6 missionnaires ($800 \text{ €} \times 6$), dont les jeunes scientifiques. C'est assez considérable et probablement impactant, car ces délégués sont aussi souvent des organisateurs ou co-organisateurs de sessions, des candidats possibles aux élections des commissions internationales etc. Or le rôle d'URSI-France a été historiquement majeur, et le reste au travers de son activité nationale et internationale d'animation au bénéfice de la communauté scientifique et de la société. Il serait extrêmement dommageable de devoir réduire la voilure.

URSI-France est consciente des difficultés budgétaires générales et souhaite être associée à la recherche de solutions qui iraient dans le sens d'une meilleure visibilité budgétaire à moyen terme.

Questionnaire à remplir et à renvoyer avant le 5 février à:

Isabelle Thomas: isabelle.thomas@academie-sciences.fr

avec copie à Nicole Capitaine: nicole.capitaine@obpm.fr